

SPUQ INFO

BULLETIN DE LIAISON DU SYNDICAT DES PROFESSEURS ET PROFESSEURES DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL



Numéro spécial : course au rectorat //

Les candidates et le candidat au rectorat répondent aux questions du SPUQ

Le Comité de sélection de l'UQAM a retenu deux candidates et un candidat dans la course au rectorat de l'UQAM : une professeure, Corinne Gendron, membre du Département de stratégie, responsabilité sociale et environnementale et commissaire professeure au Conseil d'administration, et une doyenne et un doyen : Monique Brodeur, Doyenne de la Faculté des sciences de l'éducation et Luc-Alain Giraldeau, Doyen de la Faculté des sciences.

À chacune et chacun nous avons envoyé quatre questions principales dont vous trouverez les réponses dans les pages suivantes, de même qu'une série de questions formulées par des déléguées et délégués syndicaux qui peuvent, elles, trouver réponse à l'occasion des premières ou encore lors de la rencontre avec le corps professoral qui aura lieu le jeudi 4 mai 2017 à partir de 14 h en la salle Marie-Gérin-Lajoie (J-M400).

RENCONTRE DU CORPS PROFESSORAL avec

Mme Monique Brodeur

Mme Corinne Gendron

M. Luc-Alain Giraldeau

COURSE AU RECTORAT DE L'UQAM 2017

Jeudi 4 mai, 14 h

Salle Marie-Gérin-Lajoie (J-M400), pavillon Judith-Jasmin

303
avril 2017

SOMMAIRE //

- LES CANDIDATES ET LE CANDIDAT RÉPONDENT AUX QUESTIONS DU SPUQ -1
- COURSE AU RECTORAT : QUESTIONS POUR LES CANDIDATES, CANDIDATS -2
- RÉPONSES DE MONIQUE BRODEUR AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE SPUQ -3
- COURSE AU RECTORAT : POSITION DU SPUQ SUR LA SÉLECTION DES CANDIDATES, CANDIDATS POUR LE POSTE DE RECTRICE, RECTEUR DE L'UQAM -6
- RÉPONSES DE CORINNE GENDRON AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE SPUQ -7
- RÉPONSES DE LUC-ALAIN GIRALDEAU AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE SPUQ -9

**SCRUTIN
POUR LE RECTORAT
DU 8 MAI AU 15 MAI**



Course au rectorat : questions pour les candidates, candidats

// LE COMITÉ EXÉCUTIF

Quatre (4) questions générales posées par le SPUQ aux candidates, candidats au rectorat (chaque candidates, candidatS dispose d'un maximum de 2700 mots pour répondre à l'ensemble des quatre (4) questions).

- Considérez-vous nécessaire d'améliorer le mode de fonctionnement de l'UQAM et, dans la mesure où la rectrice, le recteur se doit d'adhérer aux valeurs fondatrices de l'Université, comment comptez-vous y parvenir dans le respect du principe de collégialité qui en est à la base ?
- Au cours des dernières années, la réalisation de la mission académique a été mise à mal. Comment comptez-vous procéder pour accroître les ressources nécessaires à l'accomplissement et au soutien de la mission académique et au développement de l'enseignement, de la recherche et de la création à l'UQAM ?
- Lors de la dernière négociation de la convention collective SPUQ-UQAM, la direction a rompu avec le mode de négociation habituel de l'UQAM, ce qui a entraîné une forme de blocage qui s'est étendu durant de longs mois. Le SPUQ n'est pas le seul syndicat à avoir connu cette situation; toutes les négociations des conventions collectives à l'UQAM ont engendré des journées ou des menaces de journées de grève. Comment envisagez-vous les prochaines négociations et vos liens avec les membres de la communauté de l'UQAM ? Quelle importance accordez-vous aux syndicats et plus particulièrement au SPUQ ?
- Comment concevez-vous l'apport spécifique de l'UQAM au réseau universitaire québécois en tant que seule université publique à Montréal ? Comment ferez-vous reconnaître cette spécificité et comment vous y prendrez-vous pour obtenir tout le soutien nécessaire à l'atteinte de cette mission ?

// LES DÉLÉGUÉES, DÉLÉGUÉS SYNDICAUX

Les réponses à ces questions peuvent être données à l'occasion des quatre (4) premières ou lors de la rencontre du 4 mai 2017 avec les professeures, professeurs et maîtres de langue.

- Quelle analyse faites-vous de la structure actuelle de la haute direction, ainsi que des services centraux ? Qu'est-ce que vous changeriez, et en fonction de quels objectifs ?
- Envisagez-vous un bilan de la facultarisation et de revoir au besoin le nombre et la composition des facultés ?
- Que faut-il faire pour éviter une balkanisation de l'UQAM liée à la facultarisation ?
- Comment concevez-vous les pouvoirs des assemblées départementales, des comités de programmes et de la Commission des études ?
- Au sein de certaines facultés, plusieurs font le constat d'une place de plus en plus grande accordée à la directrice, au directeur administratif. Quelle est votre conception de son rôle ?
- Quel avenir envisagez-vous pour les petits programmes de l'UQAM ?
- L'augmentation de la moyenne cible est-elle une solution pour combler une partie du sous-financement ?
- Quels moyens envisagez-vous pour augmenter l'accessibilité aux études supérieures ?
- Quelle direction donnerez-vous au développement de la création et de la recherche, et plus spécifiquement, en ce qui concerne la recherche avec les collectivités ?
- Comment envisagez-vous d'agir pour ramener un climat de confiance et un esprit de communauté à l'UQAM ?
- Comptez-vous poursuivre dans le sens des demandes patronales formulées lors de la dernière négociation ? Que pensez-vous de ces demandes patronales ?
- Quelles sont, selon vous, les responsabilités de l'Université envers les savoirs et les peuples autochtones ?
- Que pensez-vous de l'initiative des universités Laval et McGill qui ont décidé de ne plus investir dans les énergies pétrolières ?



Réponses de Monique Brodeur aux questions posées par le SPUQ

* Chaque candidate, candidat dispose d'un maximum de 2 700 mots pour répondre à l'ensemble des quatre (4) questions.

I. Considérez-vous nécessaire d'améliorer le mode de fonctionnement de l'UQAM et, dans la mesure où la rectrice, le recteur se doit d'adhérer aux valeurs fondatrices de l'Université, comment comptez-vous y parvenir dans le respect du principe de collégialité qui en est à la base ?

Depuis sa création, il y a 50 ans, l'UQAM s'est développée d'une façon admirable, sur la base d'un projet social simple et transformateur consistant à mettre l'accessibilité au centre de sa mission éducative et au cœur de son fonctionnement institutionnel. Aujourd'hui, notre université doit continuer son adaptation pour servir sa mission unique parmi les universités québécoises, en réponse aux besoins changeants des communautés qu'elle sert. C'est dans ce sens qu'il faut selon moi améliorer impérativement notre fonctionnement interne, afin de mieux soutenir les professeures et professeurs, les chargées et chargés de cours et les maîtres de langue qui ensemble, avec la collaboration des autres membres de la communauté institutionnelle, portent la mission de l'UQAM. Le parti pris, dès la fondation, pour un fonctionnement démocratique des instances paritaires et une organisation collégiale participative, nous impose des modes d'administration qui nous sont propres et sont très exigeants. Mais elles constituent sans aucun doute notre plus grande force. Par conséquent, toutes les adaptations et les réformes doivent être effectuées dans le respect des valeurs constitutives de l'UQAM, et notamment du principe de collégialité qui en est une expression fondamentale.

Le principe de collégialité se concrétise dans la participation des professeures et professeurs à l'ensemble des décisions prises par les différentes instances délibérantes que sont les comités de programmes, les assemblées départementales, les conseils académiques facultaires, la Commission des études et le Conseil d'administration. Mais, de façon plus générale, la notion de collégialité, dans sa version participative, vise aussi le fait que l'UQAM est une organisation horizontale, où la centralité de la fonction pédagogique et la recherche qui la soutient exigent une participation des professeures et des professeurs à l'administration des études à tous les niveaux. La question institutionnelle la plus importante est donc celle d'équilibrer les tâches professorales de manière à ce que notre université demeure fidèle à ses valeurs dans son fonctionnement, à mesure qu'elle grandit et que la société environnante se transforme, tout en maintenant sa mission au centre des préoccupations de la communauté.

C'est dans ces termes que je compte parvenir à un respect des valeurs de l'UQAM dans la mise en œuvre du travail quotidien du rectorat. La manière dont je le ferais, si je devais la résumer, serait donc « ensemble ». Ensemble, nous devons en premier lieu déterminer les modalités afin de créer un environnement

sécuritaire, démocratique, inclusif et écocitoyen, et permettant notamment aux étudiantes et aux étudiants de prendre en charge leur éducation, leur santé et le développement de leur plein potentiel. Notre mission fondatrice est celle d'être un lieu d'accueil et de rassemblement pour la création, la poursuite et la transmission du savoir au bénéfice du plus grand nombre, et il nous faut revenir régulièrement sur cet idéal pour continuer à construire un environnement qui exprime cet idéal. Afin de poursuivre notre mission d'accessibilité aux études supérieures, il nous faut par exemple encourager et soutenir la diversification des modalités des cours, en présentiel et à distance, pour soutenir la conciliation famille-étude-travail et limiter l'effet de l'éloignement géographique. Nous devons également veiller à ce que les professeures et les professeurs, leurs étudiantes, leurs étudiants et leurs stagiaires, ainsi que les unités de recherche bénéficient des conditions favorables à leurs travaux de recherche-crédation et de services à la collectivité. Il est indéniable que les contraintes financières imposent des arbitrages et des choix difficiles dans l'allocation des ressources, mais grâce à nos structures décisionnelles, je compte guider notre administration sur la base de cette vision.

Ensemble, nous gagnons à considérer que les membres de notre communauté sont notre plus grande richesse. Afin de prendre soin de toutes et tous les membres, il nous faut développer et mettre en œuvre une stratégie intégrée de développement organisationnel du personnel et des forces vives de notre institution. L'idée fondatrice derrière le fonctionnement collégial de nos instances est que toutes et tous ont un intérêt propre dans la santé de l'UQAM, de la même manière que l'UQAM a un intérêt dans le bien-être et l'épanouissement de chacune et chacun de ses membres. Le développement harmonieux de l'institution, à travers le fonctionnement routinier comme à travers les crises, est le produit de l'action concertée de toutes les composantes de la communauté. C'est pourquoi il nous revient également d'assurer l'équité entre tous les groupes constitutifs de l'Université, et de reconnaître la grande diversité qui caractérise notre communauté, que ce soit en matière de statut, de rôle, d'expérience de vie ou de perspective, comme une richesse inestimable. Comme la diversité est aussi dynamique et générationnelle, pour assurer la suite fluide des opérations, nous devons planifier la relève de façon concertée et assurer le transfert de compétences, notamment en accélérant l'informatisation des services d'une façon qui

mette la priorité sur le soutien et la facilitation du travail du personnel administratif.

La mise en œuvre des valeurs qui sous-tendent la collégialité et l'accessibilité vise en premier lieu le rapport entre les personnes et les groupes. Ensemble, nous devons rétablir un climat de respect, de collaboration et de solidarité. Pour y arriver, je propose par exemple de créer une table institutionnelle de concertation permanente afin de promouvoir de façon concrète, continue et constructive, un dialogue entre toutes les composantes de la communauté, et ce, pour alimenter de façon constante la solidarité nécessaire au bien-être des personnes, au bon fonctionnement de notre Université et à la prévention de situations de crise diverses. Par ailleurs, nous avons la responsabilité collective d'entreprendre un débat institutionnel sur la liberté d'expression pour écouter, échanger, et entendre les perspectives de toutes et tous au-delà des polémiques et des conflits. Enfin, nous avons le devoir de mettre en œuvre, à tout le moins, les recommandations du Rapport de recherche « Violences sexuelles en milieu universitaire au Québec » de « L'enquête Sexualité, Sécurité et Interactions en Milieu Universitaire » (ESSIMU), ainsi que d'adopter la Politique 16 révisée contre le harcèlement sexuel et d'assurer son implantation. Je compte personnellement faire de la question de la violence sexuelle sur les campus de l'UQAM une priorité absolue de l'administration.

Il nous sera aussi possible de restaurer la confiance par la transparence dans la gestion des ressources. À cet effet, il nous faut clarifier ensemble, et dans le respect des cadres réglementaires, des conventions collectives et des protocoles de travail, les rôles et les responsabilités des personnes responsables, ainsi que des instances délibérantes et de leurs membres. La lourdeur administrative et la multiplication des niveaux et des instances de décision constituent parfois un obstacle à la mise en œuvre efficace de notre mission, mais aussi une entorse au principe de collégialité. Il faut impérativement ramener les décisions vers les instances mieux à même de les prendre et de les mettre en œuvre. Nous devons aussi présenter régulièrement les budgets à la communauté et expliquer les options et les choix pris par l'administration. Nous gagnons par ailleurs à développer des instruments permettant aux départements, aux facultés et à l'École de gérer les budgets de façon claire et harmonisée.

2. Au cours des dernières années, la réalisation de la mission académique a été mise à mal. Comment comptez-vous procéder pour accroître les ressources nécessaires à l'accomplissement et au soutien de la mission académique et au développement de l'enseignement, de la recherche et de la création à l'UQAM ?

L'accroissement des ressources doit faire l'objet d'un plan concerté entre les composantes de la communauté, et notamment des syndicats, sur la base de diagnostics de situation qui puissent faire l'objet de consensus opérationnels. La stratégie d'accroissement des ressources doit avoir un volet interne et un volet externe. D'une part, il s'agit de considérer des actions qui visent par exemple les fluctuations dans les inscriptions d'étudiantes et étudiants, mais aussi des

C'est dans les opérations quotidiennes que se renforcent ou s'érodent à la fois les institutions et la confiance qui leur permettent d'accomplir leur mission, et c'est au quotidien que je veux rétablir la confiance et la transparence, notamment en gardant à l'esprit les réalités quotidiennes de l'université et la mission que nous servons.

Pour arriver à investir nos ressources pour le soutien de cette mission, et en pensant au quotidien des opérations dans la gestion des programmes d'études, nous pouvons instaurer la planification budgétaire institutionnelle ascendante, en partant des priorités de développement des programmes, des départements, des facultés, de l'École et de l'Université. Nous devons nous assurer que les services appuient principalement les plans d'action des programmes, des départements, des facultés, de l'École et de l'Université, en veillant à soutenir concrètement les promoteurs des projets qui composent lesdits plans d'action.

De façon à rester fidèles à notre identité fondatrice dans un contexte en évolution, et à garder au centre de notre préoccupation institutionnelle l'enseignement, la recherche-crédation et les services à la collectivité, nous devons compléter la décentralisation administrative et budgétaire, pour assurer que les opérations et les décisions soient situées ou replacées au bon niveau dans l'organisation institutionnelle. Pour y arriver, il nous faut établir des mesures communes de calcul des produits et charges pour soutenir la planification du développement des programmes, des départements, des facultés, de l'École et de l'Université. Notre université est fondée sur le constat de la diversité des intérêts, des disciplines, et des perspectives, ainsi que sur le projet institutionnel d'extraire la plus grande richesse qui est produite dans leur convergence. La décentralisation doit ainsi absolument se faire dans la reconnaissance de l'asymétrie institutionnelle entre programmes, départements et facultés, ainsi que la centralité du principe de péréquation. Ensemble, asymétrie et péréquation sont les principes nécessaires à la capacité de chaque unité de se développer et d'exercer sa mission dans le respect de l'intégrité institutionnelle et de la mission qui constitue notre raison d'être commune. De la même manière, s'il importe d'harmoniser les règlements de régie interne des facultés et de l'École, cela doit se faire en tenant compte de leurs spécificités.

politiques concrètes concernant les taux de déperdition dans nos programmes d'études. D'autre part, il s'agit d'avoir une action concertée visant le financement des universités en général, et l'UQAM en particulier, par le gouvernement.

En termes techniques, par exemple, la révision des Codes Clarder en 2006 a notoirement créé de l'iniquité envers l'UQAM. Cette iniquité se traduit par un manque à gagner



d'environ 15 millions de dollars. Il est donc crucial de réclamer un juste financement de l'UQAM. Pour entreprendre de telles démarches, il est essentiel de consolider notre positionnement auprès du gouvernement et de réaffirmer auprès de celui-ci et de la population que l'UQAM contribue de façon unique au développement et à l'enrichissement des personnes et de la société, et qu'elle est associée au plus vaste réseau universitaire québécois. Il nous faut aussi participer comme

partenaire majeure aux politiques et aux grands chantiers gouvernementaux. Il faut enfin prendre part activement au processus de révision des règles de financement gouvernemental, et établir des alliances avec d'autres universités qui partagent des enjeux de financement semblables à ceux de l'UQAM en ce qui concerne les ajustements des codes CLARDER en sciences de la gestion, en sciences humaines, en sciences pures, en sciences de l'éducation et en lettres.

3. Lors de la dernière négociation de la convention collective SPUQ-UQAM, la direction a rompu avec le mode de négociation habituel de l'UQAM, ce qui a entraîné une forme de blocage qui s'est étendu durant de longs mois. Le SPUQ n'est pas le seul syndicat à avoir connu cette situation; toutes les négociations des conventions collectives à l'UQAM ont engendré des journées ou des menaces de journées de grève. Comment envisagez-vous les prochaines négociations et vos liens avec les membres de la communauté de l'UQAM? Quelle importance accordez-vous aux syndicats et plus particulièrement au SPUQ?

Dans le respect de cette participation collégiale, et en vue du fonctionnement optimal de notre institution tout comme pour assurer le succès de la mission historique qui doit nous guider, unir nos forces est une nécessité absolue. Dans ma vision de l'UQAM, nos rôles et nos responsabilités dans notre organisation diffèrent, mais nous devons toutes et tous nous considérer comme des partenaires agissant de façon complémentaire, et dont la solidarité est non seulement impérative, mais dérive de la nature de l'institution dans laquelle nous travaillons. Notre travail et notre succès à toutes et tous dépendent toujours du travail et du succès d'autres personnes dans l'institution. Le rôle des syndicats dans l'organisation de leurs membres et la défense de leurs intérêts individuels et collectifs est fondamental. Mais personnellement, j'envisage la collégialité participative comme niant l'inévitabilité du conflit permanent, et misant sur la nécessité de la concertation permanente entre perspectives différentes. Je considère que les syndicats, comme les autres groupes, doivent être des partenaires. Le dialogue et la concertation entre l'administration et les syndicats ne doivent donc pas se limiter aux phases de négociations, où il est par

ailleurs naturel d'envisager le rapport de forces imposé par le contexte, mais s'inscrire sur le long terme, favorisant ainsi le dialogue constructif au moment de la négociation.

Dans ce cadre, il m'apparaît important de faire en sorte de préparer à l'avance les prochaines négociations, de façon à créer des conditions favorables pour tous les groupes, dans le respect mutuel ainsi que les limites financières et organisationnelles. De la même manière dont j'ai été présente auprès de la Faculté et de ses membres durant mes huit années de doyenne de la Faculté des sciences de l'éducation, je compte être présente auprès de l'UQAM et de sa communauté, tout en assurant la représentation extérieure nécessaire au fonctionnement et au rayonnement de notre institution. L'accessibilité pour moi signifie aussi l'accessibilité de la Direction, et idéalement l'accessibilité des voies de dialogue. J'envisage les syndicats comme des partenaires clés dans la mise en œuvre d'un environnement de travail favorable au bien-être et à la défense des intérêts de notre communauté.

4. Comment concevez-vous l'apport spécifique de l'UQAM au réseau universitaire québécois en tant que seule université publique à Montréal? Comment ferez-vous reconnaître cette spécificité et comment vous y prendrez-vous pour obtenir tout le soutien nécessaire à l'atteinte de cette mission?

D'une certaine perspective, toutes les universités au Québec sont publiques, compte tenu de la nature de leur financement essentiellement public (voir : Pierre Lucier, *L'Université québécoise : figures, mission, environnements*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2006). L'UQAM a cependant un rôle spécifique à jouer quant à la défense de ce caractère public, dans la mesure où elle dépend presque exclusivement du financement public, au travers des frais de scolarité et des subventions gouvernementales. Le rôle de l'UQAM est essentiel à cet égard, et c'est non seulement le rôle de la Rectrice ou du Recteur, mais aussi celui des professeures, professeurs, chargées, chargés de cours et du personnel de soutien, que de rappeler ce caractère public des universités québécoises et ce que le financement public signifie en matière de responsabilité sociale et politique de la part de la communauté universitaire.

Lors du Sommet sur l'enseignement supérieur, la Fédération québécoise des professeures et professeurs d'université (FQPPU), dont plusieurs membres sont de l'UQAM, a milité en faveur de ce caractère public. Dans ma perspective, le caractère fondamentalement public des universités québécoises et le rôle particulier de l'UQAM, de par sa mission et son histoire, forment la base pour que l'UQAM prenne l'initiative d'un élan de concertation et de collaboration entre les universités québécoises. Le projet de Conseil des universités, projet d'ailleurs rédigé par un ex-dirigeant de l'UQAM, doit selon moi voir le jour afin de favoriser cette collaboration interuniversitaire essentielle à une éducation supérieure de qualité, à de la recherche-crédation de pointe, et à une contribution significative des universités.



Il importe en particulier de poursuivre des collaborations fructueuses et durables avec nos partenaires pour contrer les effets néfastes d'un environnement de compétition excessive avec nos institutions sœurs. Il nous faut encourager des collaborations avec les autres universités québécoises par une participation active et un leadership assumé aux instances de concertation, notamment le Bureau de coopération interuniversitaire (BCI) et le futur Conseil des universités. Afin de créer des liens durables et féconds, il nous faut structurer nos collaborations avec un réseau canadien et international d'universités ciblées. Dans ce cadre, une planification des relations interuniversitaires internationales de l'UQAM doit être débattue, dans le respect

de l'asymétrie institutionnelle, pour privilégier des partenariats ciblés et la création de réseaux permettant de profiter des complémentarités non seulement en recherche, mais aussi par exemple dans le développement de diplomations conjointes. Enfin, compte tenu de l'identité historique de l'UQAM et de notre force propre comme université ouverte et accessible, nous devons continuer à développer nos services à la collectivité et encourager des projets interdisciplinaires, en misant notamment sur nos unités de formation et de recherche-crédation, ainsi que sur nos Instituts, notamment pour parfaire l'accessibilité aux études supérieures pour les communautés à qui nous le devons de par notre mission et nos idéaux. □

**COURSE AU RECTORAT :
POSITION DU SPUQ SUR LA SÉLECTION DES CANDIDATES, CANDIDATS
POUR LE POSTE DE RECTRICE, RECTEUR DE L'UQAM**

Résolution du Conseil syndical du SPUQ tenue le 23 mars 2017 adoptée à l'unanimité

ATTENDU l'annonce du recteur Robert Proulx le 17 février 2017 de ne pas solliciter le renouvellement de son mandat et son intention de quitter ses fonctions à l'été 2017;

ATTENDU la procédure de désignation de la prochaine rectrice, du prochain recteur enclenchée par le Conseil d'administration le 21 février 2017;

ATTENDU le « *Profil pour le poste de rectrice ou recteur* » diffusé le 15 mars par le Comité de sélection de la rectrice, du recteur;

IL EST RÉSOLU QUE CONSEIL SYNDICAL :

DEMANDE au Comité de sélection pour la désignation de la rectrice, du recteur :

A. d'ajouter au profil souhaité pour le poste de rectrice ou recteur les aptitudes et qualités suivantes :

- une implication constante dans les trois composantes de la tâche professorale, contribuant à la qualité de la formation, à l'approfondissement et à la diffusion du savoir, de même qu'au fonctionnement et au rayonnement de l'Université;
- une vision de l'Université qui corresponde à la mission particulière de l'UQAM dans le réseau universitaire québécois, notamment quant à l'accessibilité aux études et au développement de la recherche et de la création, à titre d'institution publique et francophone à Montréal;
- une adhésion sans équivoque aux processus décisionnels démocratiques et participatifs propres à l'UQAM;
- le respect de l'autonomie et des prérogatives des unités de base que sont les départements et les comités de programmes et des instances centrales qui sont le garant de la cohésion de l'UQAM;
- un engagement à défendre les aspirations de la collectivité de l'UQAM au sein de toutes les instances décisionnelles externes regroupant les universités québécoises et le gouvernement;

B. toutes les candidatures issues du corps professoral de l'UQAM qui possèdent ces qualités.



Réponses de Corinne Gendron aux questions posées par le SPUQ

* Chaque candidate, candidat dispose d'un maximum de 2 700 mots pour répondre à l'ensemble des quatre (4) questions.

I. Considérez-vous nécessaire d'améliorer le mode de fonctionnement de l'UQAM et, dans la mesure où la rectrice, le recteur se doit d'adhérer aux valeurs fondatrices de l'Université, comment comptez-vous y parvenir dans le respect du principe de collégialité qui en est à la base ?

Il est absolument nécessaire d'améliorer notre fonctionnement afin que les efforts de tous et chacun ne soient pas entravés par des processus inadéquats, une confusion dans le partage des responsabilités, et des dédoublements de fonctions au sein de l'université. Les améliorations visent au premier chef à faciliter le travail de ceux qui enseignent, créent et font de la recherche, mais aussi à favoriser les initiatives et à renforcer la participation démocratique dans tous les grands dossiers.

Compte tenu de ses assises fondatrices, l'UQAM est un établissement au fonctionnement collégial attaché à l'initiative professorale, au dialogue et aux collaborations interdisciplinaires entre les différents groupes de la communauté. Prétendre que la discussion et le caractère démocratique de l'université s'opposent à une nécessaire efficacité ignore l'essence même de l'activité académique faite de discussions, de questionnements et de renouvellement des façons de faire et de penser. Pour être constructifs, les débats doivent néanmoins être à la fois structurés et orientés vers la mission de l'université et le bien collectif. Ces dernières années, les compressions et les réorganisations ont eu pour effet de subordonner les discussions et les décisions à des considérations budgétaires et d'attiser les luttes intestines

autour de ressources réduites. Ce contexte a rendu difficile la construction d'une perspective commune et cristallisé les enjeux en termes de projets facultaires en compétition. En tant que rectrice, je compte m'appliquer avec passion à rétablir une fierté envers notre projet commun. Je veillerai à ennoblir le rôle de toutes les instances en les réinvestissant de leur mission de développement stratégique. Nos instances peuvent et doivent impérativement devenir le lieu privilégié de synergies interdépartementales, interdisciplinaires et interfacultaires. De plus, notre force distinctive doit être remobilisée. L'UQAM est une université de départements, programmes et autres unités de base qui sont souveraines, qui contrôlent leur faculté et partagent à la fois des ressources et des responsabilités. Certains voudraient, au nom de l'efficacité, établir un lien hiérarchique entre les décanats et les départements. Dans le respect de nos valeurs fondatrices, les décanats, comme les services centraux, devraient être au service des unités de base. Enfin, l'UQAM doit actualiser sa mission en regard des nouvelles réalités qui caractérisent le Québec et sa population, et des défis qui se font jour au chapitre de l'environnement, de la transition numérique, de la santé mentale... Je convierai toute la communauté à réfléchir aux meilleurs moyens pour y parvenir.

2. Au cours des dernières années, la réalisation de la mission académique a été mise à mal. Comment comptez-vous procéder pour accroître les ressources nécessaires à l'accomplissement et au soutien de la mission académique et au développement de l'enseignement, de la recherche et de la création à l'UQAM ?

Les compressions budgétaires, les réorganisations et les conflits internes ont à divers degrés entravé le déploiement de notre mission académique. En outre, les coupes indifférenciées ont ralenti plusieurs initiatives et miné le fonctionnement de plusieurs unités et services. L'incertitude, la démobilisation et le manque de coopération coûtent cher. Même s'il n'explique pas à lui seul les problèmes vécus ces dernières années, le manque de ressources doit impérativement être corrigé par des actions sur plusieurs fronts.

Un premier pilier de notre relance passe par la consolidation du capital social de l'UQAM auprès de ses partenaires et de la société québécoise à travers une campagne de visibilité orchestrée par la direction. En multipliant les tribunes sur la scène montréalaise, québécoise et médiatique, nous ferons état de nos réalisations dans les domaines de pointe, en matière

de créativité, d'innovation et de responsabilité sociales. Nous insisterons sur le caractère essentiel des services que nous rendons à la société québécoise au chapitre de l'accessibilité aux études supérieures, ainsi qu'en tant que défricheurs d'enjeux sociaux et d'accompagnateur des transformations sociales. Il s'agit de rappeler haut et fort à nos partenaires combien l'UQAM est un acteur incontournable pour un Québec en transition, aux prises avec de multiples défis.

Cette campagne sera arrimée à une campagne majeure de recrutement aux trois cycles; les futurs étudiants auront une meilleure idée de ce que l'UQAM peut leur offrir en termes de formation, d'expertise mais aussi de milieu de vie et de développement personnel et citoyen. Simultanément, la campagne majeure de la Fondation permettra de financer de nouveaux projets, de soutenir nos étudiants et de réalimenter

les unités de recherche dont beaucoup ont souffert ces dernières années. Je me dévouerai à cette campagne, et mettrai notre réseau national et international à profit en vue de nouer de nouveaux partenariats durables autour de projets rassembleurs.

Fort de ce capital social et riche de nouveaux partenariats, nous serons mieux en mesure de faire valoir nos valeurs et nos intérêts auprès des responsables du gouvernement quant au mode de financement retenu pour les universités. Les effets pervers du mode de financement lié aux codes Clarder ou des effectifs étudiants équivalents temps-plein forcent plusieurs universités à faire des ajustements internes douloureux. Il est impératif que ce mode de financement soit revu de manière à

éliminer le biais systématique dont nous souffrons du fait de nos spécialités disciplinaires et de notre fort contingent d'étudiants à temps partiel.

Parallèlement à ces démarches, nous devons réfléchir à de nouvelles entrées de fonds et investir le capital et le temps nécessaire pour tirer profit des occasions telles que la formation continue de professionnels. Il faut développer des projets adaptés à chaque communauté en misant sur nos centres de perfectionnement et notre service des partenariats. L'accroissement de nos ressources passe par une mobilisation de notre expertise et la coordination par la direction d'actions bien ciblées, ainsi qu'un suivi continu.

3. Lors de la dernière négociation de la convention collective SPUQ-UQAM, la direction a rompu avec le mode de négociation habituel de l'UQAM, ce qui a entraîné une forme de blocage qui s'est étendu durant de longs mois. Le SPUQ n'est pas le seul syndicat à avoir connu cette situation; toutes les négociations des conventions collectives à l'UQAM ont engendré des journées ou des menaces de journées de grève. Comment envisagez-vous les prochaines négociations et vos liens avec les membres de la communauté de l'UQAM? Quelle importance accordez-vous aux syndicats et plus particulièrement au SPUQ?

Le contexte budgétaire des dernières années et les arbitrages qui en ont résulté ont été vécus difficilement par la communauté. Si bien qu'en amont des futures négociations qui s'annoncent, il est impératif de faire un bilan de l'effet des compressions et des réorganisations sur les différents corps d'emplois à l'UQAM, et de déployer avec chacun des mécanismes de dialogue continu. Dans une démocratie professionnelle comme la nôtre, les relations de travail ne peuvent être calquées sur un modèle de confrontation, même si les divergences de points de vue sont inévitables. Un climat de confiance, fondé non seulement sur la transparence mais aussi un véritable dialogue bilatéral, permettra de construire ensemble des solutions aux défis auxquels l'UQAM fait face. Dans cette perspective, la direction ne peut se contenter d'informer la communauté de ses choix et de ses orientations; elle doit l'inviter à prendre part aux décisions en sollicitant les différents groupes sur les enjeux qui les concernent, mais aussi en donnant suite à leurs propositions.

En ce qui concerne les relations entre la direction et le SPUQ plus spécifiquement, je compte instaurer des rencontres régulières

visant à discuter en continu des enjeux vécus par le corps professoral sans attendre l'échéance de la convention collective pour réfléchir à des solutions. Comme cela a été maintes fois demandé, je planifierai des présentations publiques du budget de l'UQAM où il sera possible pour la communauté de prendre connaissance des paramètres financiers, de clarifier les choix budgétaires et de proposer des pistes permettant d'optimiser les ressources en regard de notre mission académique. Enfin, je compte travailler de concert avec le SPUQ pour analyser les conditions de travail des professeures et des professeurs et aborder la question de la conciliation travail – vie personnelle et familiale. Ces conditions ont bien sûr un impact direct sur la qualité de l'enseignement et de la recherche, mais déterminent plus largement un milieu de vie qui doit être accueillant et serein tout en étant stimulant. Il faut prendre au sérieux les problèmes vécus par le corps professoral quant au stress, au surmenage, au harcèlement et à l'intimidation. Nous comptons en notre sein parmi les meilleurs spécialistes sur ces questions, dont l'expertise pourrait être mise à profit pour trouver des solutions en partenariat avec les services qui y sont déjà dédiés.

4. Comment concevez-vous l'apport spécifique de l'UQAM au réseau universitaire québécois en tant que seule université publique à Montréal? Comment ferez-vous reconnaître cette spécificité et comment vous y prendrez-vous pour obtenir tout le soutien nécessaire à l'atteinte de cette mission?

Née du contexte et des valeurs de la Révolution tranquille, l'UQAM se développe depuis près de 50 ans au service de la collectivité et du bien commun. Par sa mission même, l'UQAM représente, depuis ses débuts, le changement, l'engagement et l'ancrage dans la société. Elle incarne, par essence, ce qu'est une université socialement responsable.

L'UQAM est à Montréal et au Québec bien davantage qu'un lieu d'enseignement supérieur : c'est un lieu de recherche scientifique, de création, d'expérimentation, d'innovation, de

diffusion, et de service au développement de la collectivité qui en fait une structure sociale essentielle. L'UQAM bénéficie aujourd'hui de l'avantage de sa culture de créativité et d'avant-garde, mais aussi de ses structures transversales pour répondre à une nouvelle vague de changements induite par de nouveaux enjeux, de nouveaux contextes mondialisés. Elle s'appuie sur la multidisciplinarité, sur l'apport des étudiantes et des étudiants d'origines diverses et de temporalités d'études variées, ainsi que sur ses partenariats avec des communautés tant scientifiques que de création et d'action.



Plus spécifiquement, outre les concertations dans le cadre du bureau de coopération interuniversitaire (BCI), je compte exercer un leadership auprès des autres universités montréalaises. En partenariat avec les autorités municipales, il s'agit de miser sur le caractère universitaire de Montréal, déjà consacrée meilleure ville universitaire du monde. Parallèlement, l'UQAM doit mieux tirer profit des partenariats avec des institutions montréalaises d'envergure, comme la Place des Arts, le Palais des congrès ou Montréal international. Elle doit, en s'inscrivant dans des projets de développement concertés avec ses partenaires, participer plus activement à la vitalité montréalaise et jouer un rôle moteur dans ce que sera le Montréal de demain.

Le caractère public de l'UQAM détermine non seulement sa mission, mais aussi sa gouvernance. Je défendrai l'autonomie de l'UQAM afin qu'elle puisse assumer son rôle d'université majeure à Montréal, publique et progressiste. Pour que l'UQAM

puisse faire évoluer son projet, soutenir ses ambitions et mobiliser des ressources, je m'engage à favoriser la collégialité dans les débats concernant la représentation et les modes de gestion de notre université.

Par ailleurs, l'UQAM peut jouer un rôle décisif pour défendre le modèle d'université publique aux côtés des autres universités publiques à travers le monde. L'enseignement et la recherche sont actuellement en proie à des idéologies qui insistent sur le caractère fonctionnel de la formation en délaissant les dimensions plus critiques pourtant essentielles à la vitalité démocratique et au progrès social. À travers une solidarité universitaire internationale, l'UQAM peut faire valoir la pertinence des universités publiques et leur caractère distinctif en regard de l'engagement social et d'une perspective ouverte du savoir. □

Réponses de Luc-Alain Giraldeau aux questions posées par le SPUQ

* Chaque candidate, candidat dispose d'un maximum de 2 700 mots pour répondre à l'ensemble des quatre (4) questions.

I. **Considérez-vous nécessaire d'améliorer le mode de fonctionnement de l'UQAM et, dans la mesure où la rectrice, le recteur se doit d'adhérer aux valeurs fondatrices de l'Université, comment comptez-vous y parvenir dans le respect du principe de collégialité qui en est à la base ?**

Toute structure organisationnelle est certes perfectible, et dans le contexte du dépôt du rapport Dandurand-Tremblay sur la décentralisation organisationnelle et financière, j'ai pu faire connaître mon penchant aux membres de ma communauté pour une décentralisation financière. Néanmoins, comme doyen, je me devais d'être porteur des vœux des départements, centres de recherche et unités de programmes de ma Faculté vers la haute direction et c'est dans cette perspective que j'ai entrepris une tournée des assemblées départementales de la Faculté des sciences. Cette tournée m'a convaincu qu'il existait une certaine méfiance à tout projet de décentralisation à l'UQAM, une position qui se reflète dans une résolution adoptée par le Conseil académique de la faculté des sciences et qui a été déposée sur le wiki du recteur. Mes consultations auprès des autres doyennes et doyens confirmaient cette inquiétude face aux projets de décentralisation, à l'exception du doyen de l'ESG. En tant que futur recteur, il m'est impossible de ne pas tenir

compte de cet état de fait. Dans un contexte d'austérité qui perdure, malgré les récents réinvestissements, l'UQAM aura à faire face dans les années qui viennent à des défis importants. En conséquence, il me semble mal avisé de nous engager dans ces débats internes sur la décentralisation organisationnelle alors que les autres universités, elles, s'affairent plutôt et depuis longtemps à se développer sur le plan académique. Je prends donc bonne note du fait que l'ensemble de l'UQAM est peu enthousiaste à une décentralisation organisationnelle, alors qu'au contraire la communauté de l'ESG exprime depuis trente ans déjà le désir d'une plus grande autonomie financière. *Avec votre appui, je m'engage envers l'ensemble de la communauté de l'UQAM à faire une pause sur la question de la décentralisation organisationnelle, tout en assurant aux membres de l'ESG la mise en œuvre d'un projet pilote d'autonomie financière, dans le respect intégral des règlements de l'UQAM, de la convention collective SPUQ-UQAM et à coûts nuls pour les autres facultés.*

2. Au cours des dernières années, la réalisation de la mission académique a été mise à mal. Comment comptez-vous procéder pour accroître les ressources nécessaires à l'accomplissement et au soutien de la mission académique et au développement de l'enseignement, de la recherche et de la création à l'UQAM ?

Les difficultés financières de l'UQAM sont bien réelles et la réponse de l'institution aux compressions budgétaires gouvernementales récurrentes a été de comprimer ses dépenses. Ces compressions répétées ont instauré un climat de morosité qui nous entraîne dans une spirale négative à laquelle il devient de plus en plus difficile d'échapper. Elles ont affecté notre capacité à nous développer et ont touché tout le monde, notamment les employées et employés SEUQAM, les personnes chargées de cours et bien évidemment les professeures et professeurs. Ajouter des compressions à nos dépenses est maintenant impossible, de sorte qu'il devient essentiel de pouvoir augmenter nos moyens financiers. Cela nécessite des actions à deux niveaux.

D'abord, il faut intensifier nos représentations à Québec pour un réinvestissement dans les universités et pour une révision de la formule de financement qui reflète mieux notre nouvelle réalité d'établissement universitaire. Il faut, à cet égard, renforcer les alliances ponctuelles avec les autres universités, montréalaises et québécoises pour trouver réponse à ces questions laissées en suspend depuis le Sommet de l'enseignement supérieur de 2013. Nous devons également renforcer nos liens avec nos partenaires socio-économiques pour revendiquer ensemble un réel réinvestissement dans l'enseignement supérieur. Il faut que l'UQAM soit davantage présente dans les médias et sur la place publique en général, ce que j'ai bien l'intention de faire. Par ailleurs, il ne faut pas négliger notre appartenance au réseau de l'UQ pour continuer à développer les efforts de mutualisation de certains services au sein du réseau mais aussi pour réaffirmer le rôle de l'UQAM dans le renforcement et la création de programmes conjoints.

Je m'engage donc à assurer une présence régulière, tant à Québec, à Ottawa qu'à la Ville de Montréal, dans les médias et sur toutes les tribunes publiques pour revendiquer un réinvestissement dans l'enseignement supérieur, pour une révision de la formule de financement des universités, pour l'UQAM en particulier.

À ce sujet, il serait sans doute pertinent de se demander si la structure actuelle de la haute direction nous permet d'accorder l'importance que cela mérite au développement de nos relations externes avec les gouvernements, les partenaires socioéconomiques et les diplômées et diplômés.

À un autre niveau, il est essentiel que nous puissions d'améliorer le nombre d'étudiantes et d'étudiants qui s'inscrivent à nos nombreux programmes. À cette fin, il est nécessaire qu'ensemble nous fassions de l'UQAM une université encore plus attrayante. Pour cela, nous regorgeons déjà de talents, nos chercheurs et chercheuses sont reconnus pour l'excellence et la pertinence de leurs recherches, tout comme les services aux collectivités font partie de l'ADN de notre université. Nos cycles supérieurs sont

en croissance et nous avons persisté contre vents et marées, notamment grâce à la moyenne cible, à enseigner à des groupes de taille moyenne, créant ainsi une interaction pédagogique de grande qualité qui fait l'envie des autres universités. Nous continuons à offrir des programmes uniques, fondées sur la pratique et le contact direct avec la réalité. Bref, collectivement, nous disposons de nombreux atouts pour *relancer l'UQAM ensemble*.

Évidemment, la démographie ne nous aide pas. Mais puisque Montréal demeure en queue de peloton au Canada pour la proportion d'adultes détenant un diplôme universitaire il est clair que nous pouvons croire en contribuant à convaincre plus de gens de l'avantage à venir ou à revenir à l'université. Je veux vous proposer une série d'actions qui visent à unir nos forces, à travailler ensemble à la relance de l'UQAM, pour en faire une université *de premier choix* pour nos étudiantes et étudiants, certes, mais aussi pour les professeures et professeurs et pour les employées et employés que nous recruterons.

Réactualiser notre mission d'accessibilité

Dès sa fondation, l'UQAM a eu pour mission d'accroître l'accessibilité à l'enseignement supérieur. Près d'un demi-siècle après sa création, la société a évolué à un point tel qu'il devient nécessaire de s'engager dans une réactualisation de cette mission, avec une compréhension renouvelée de ce qui aujourd'hui entrave l'accessibilité au savoir. Il faut donner suite au rapport du « Groupe de travail sur l'éducation inclusive » déposé à la commission des études au printemps 2017 et donner suite aux recommandations issues du rapport « Expériences, politiques et pratiques d'intégration des étudiant.es autochtones à l'université : le cas de l'UQAM ». Donnons-nous comme objectif de devenir d'ici cinq ans un leader parmi les universités montréalaises en ce qui a trait à l'accessibilité. Pour cela, tirons profit des nouveaux environnements numériques d'apprentissage (ENA) et explorons la manière de rendre l'horaire des étudiants et étudiantes plus flexibles etc. Cherchons des manières de favoriser l'accessibilité aux étudiants et étudiantes parents, poursuivons le développement de notre offre de cours en région pour mieux répondre aux besoins des étudiantes et étudiants, mettons en place plus de mesures dont l'objectif explicite sera de favoriser la persévérance et la réussite.

Favoriser la mobilité disciplinaire entre les facultés

La réussite de nos finissantes et finissants ne repose plus uniquement sur les connaissances d'une discipline unique. Le monde aujourd'hui les amène à occuper des postes dont peu ont réussi à prévoir l'existence et où il sera nécessaire de comprendre le monde à partir d'une diversité de savoirs et de points de vue.



Est-il toujours concevable que les finissantes et finissants de sciences naturelles n'aient aucune culture des sciences humaines ou des arts et, à l'inverse, que ceux des sciences humaines et des arts aient si peu de culture scientifique? Plusieurs personnes seraient très fortement attirées par des programmes qui ne

les cloisonneraient pas dans une seule discipline, mais qui, au contraire, leur permettraient d'acquérir une formation plus équilibrée ou diversifiée. Nous devons rapidement trouver une solution originale à ce besoin de société.

3. Lors de la dernière négociation de la convention collective SPUQ-UQAM, la direction a rompu avec le mode de négociation habituel de l'UQAM, ce qui a entraîné une forme de blocage qui s'est étendu durant de longs mois. Le SPUQ n'est pas le seul syndicat à avoir connu cette situation; toutes les négociations des conventions collectives à l'UQAM ont engendré des journées ou des menaces de journées de grève. Comment envisagez-vous les prochaines négociations et vos liens avec les membres de la communauté de l'UQAM? Quelle importance accordez-vous aux syndicats et plus particulièrement au SPUQ?

Les dernières négociations ont été marquées par une division du corps professoral dont les raisons furent diverses. Je suis d'avis qu'il faut d'abord profiter de l'intervalle avant l'échéance des prochaines conventions collectives pour rétablir la communication entre la direction et tous les syndicats, le SPUQ tout particulièrement. Je m'engage également à rétablir les ponts avec les associations étudiantes comme je l'ai fait en tant que doyen à la Faculté des sciences.

pour pouvoir rétablir un tel dialogue. Je crois aussi qu'il ne suffit pas de dialoguer avec les syndicats et les associations. Il est du devoir de la direction de tenir un discours clair et transparent à l'ensemble de la communauté sur la situation de l'UQAM, les actions menées par la direction et surtout de s'ouvrir aux commentaires, questions et critiques de la communauté. Si j'ai votre confiance, je compte tenir des rencontres régulières avec l'ensemble de la communauté.

J'aimerais pouvoir m'asseoir avec les représentants syndicaux pour discuter des mesures qu'ils verraient bon de mettre en place

4. Comment concevez-vous l'apport spécifique de l'UQAM au réseau universitaire québécois en tant que seule université publique à Montréal? Comment ferez-vous reconnaître cette spécificité et comment vous y prendrez-vous pour obtenir tout le soutien nécessaire à l'atteinte de cette mission?

Toutes les universités à Montréal sont des universités dites « à charte », sauf l'UQAM, l'ÉTS, la TÉLUQ, l'INRS et l'ÉNAP.

La création de l'UQAM découle d'une volonté du gouvernement du Québec, exprimée il y a près de cinquante ans, de démocratiser le savoir en accordant aux Québécoises et Québécois un plus vaste accès aux études supérieures. De toute la Révolution tranquille, c'est sans doute le projet qui a le plus profondément transformé notre société.

Le ou la chef d'établissement de l'UQAM doit toujours garder en tête cette volonté nationale de s'ouvrir aux savoirs qui a donné naissance à l'UQAM. Il faut le dire, il faut l'expliquer, il faut

surtout permettre à l'UQAM de réaliser cette volonté populaire. Le chemin parcouru en cinquante ans est impressionnant, mais ce projet national est loin d'être achevé. Il importe maintenant de s'assurer de sa pérennité en appuyant la poursuite du développement académique de l'UQAM. La démocratisation du savoir s'incarne à l'UQAM par la création de programmes novateurs qui explorent des champs de savoirs nouveaux. Elle s'incarne aussi par ses modes d'enseignement qui favorisent l'accessibilité dans son sens le plus large, par son enseignement axé sur la pratique et l'expérience, par ses efforts visant à faire profiter des savoirs qu'elle génère à des pans plus larges de la société. □

303
avril 2017

SPUQ-INFO, UQAM
BUREAU A-R050
C.P. 8888, SUCCURSALE CENTRE-
VILLE
MONTRÉAL, QUÉBEC, H3C 3P8

TÉLÉPHONE : (514) 987-6198
TÉLÉCOPIEUR : (514) 987-3014
COURRIEL : spuq@uqam.ca

SITE INTERNET :
<http://www.spuq.uqam.ca>

ONT COLLABORÉ À CE NUMÉRO//
Monique Brodeur
Corinne Gendron
Luc-Alain Giraldeau



BULLETIN DE LIAISON DU SYNDICAT DES PROFESSEURS ET PROFESSEURES DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL